

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/M/32

11 septembre 2002

(02-4764)

Comité de l'accès aux marchés

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard le 12 juin 2002

Président: M. Joshua Phoho Setipa (Lesotho)

<u>Ordre du jour</u>	<u>Page</u>
1. Élection du Président.....	2
2. Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Demande de dérogation présentée par la Roumanie – Liste LXIX (G/L/553, G/C/W/383).....	2
3. Communication de la documentation concernant le SH96	2
4. Communication de la documentation concernant le SH2002	3
5. Modalités et fonctionnement de la base de données intégrée.....	4
a) Communication de la documentation demandée – Situation actuelle (G/MA/IDB/2/Rev.14).....	4
b) Rapport intérimaire sur les travaux effectués par le Secrétariat, y compris l'assistance technique	5
6. Projet de base de données sur les listes tarifaires codifiées – Rapport du Secrétariat.....	8
7. Projet de décision sur la politique de diffusion de la BDI et de la base de données LTC	9
8. Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre: sens à donner à l'expression "intérêt substantiel" au paragraphe 2 d) de l'article XIII du GATT de 1994 (paragraphe 1.2 du document WT/MIN(01)/17)	9
9. Questions de mise en œuvre en suspens soulevées par les Membres: tiret 99 du JOB(01)/152/Rev.1 – Mesures visant à assurer une redistribution des droits de négociateur en faveur des Membres exportateurs petits et moyens dans les négociations commerciales	12
10. Japon – Renseignements sur la politique tarifaire de la Chine en ce qui concerne certains produits photographiques et cinématographiques	16
11. États-Unis – Administration par la Chine des contingents tarifaires et application de la TVA aux importations d'engrais	17
12. États-Unis – Travaux préparatoires en rapport avec le paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine.....	18
13. Autres questions.....	20
a) Canada – Droits de douane variables de la Chine sur le papier journal.....	20
b) Date de la prochaine réunion	20

L'ordre du jour ci-dessus, tel qu'il est reproduit dans l'aérogamme WTO/AIR/1820 en date du 31 mai 2002, a été adopté en y ajoutant les questions mentionnées au point 13. Un ordre du jour annoté a été distribué dans le document informel en tant que JOB(02)/55, daté du 7 juin 2002.

1. Élection du Président

1.1 Le Présidente a déclaré que le Règlement intérieur des réunions du Comité de l'accès aux marchés disposait que le Comité élirait un Président à la fin de la première réunion de l'année. Le Président du Conseil du commerce des marchandises avait achevé ses consultations sur la liste des personnes pouvant être désignées à la présidence des organes permanents conformément aux lignes directrices établies pour la désignation des membres du Bureau. Sur la base de ce qui avait été convenu, la Présidente a proposé que M. Joshua Phoho Setipa (Lesotho) soit élu par le Comité de l'accès aux marchés comme Président de ce comité.

1.2 Le Comité a élu M. Phoho Setipa (Lesotho) en tant que Président et M. Trevor Matheson (Nouvelle-Zélande) en tant que Vice-Président.

2. Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Demande de dérogation présentée par la Roumanie – Liste LXIX (G/L/553, G/C/W/383)

2.1 Le Président a attiré l'attention du Comité sur la demande de dérogation présentée par la Roumanie et distribuée sous la cote G/L/553 et sur le projet de décision portant octroi de dérogation y relatif, distribué sous la cote G/C/W/383. Cette demande avait été présentée en rapport avec l'introduction des modifications du SH2002 en Roumanie, le 1^{er} janvier 2002. La documentation pertinente concernant le SH2002 avait été communiquée et distribuée le 4 juin 2002 sous la cote G/SECRET/HS02/ROM/1.

2.2 Le Comité est convenu de transmettre la demande de dérogation (G/L/553) et le projet de décision portant octroi de dérogation (G/C/W/383) au Conseil du commerce des marchandises pour approbation.

2.3 Le représentant de la Roumanie a remercié le Comité d'avoir accueilli favorablement la demande.

2.4 Le Comité a pris note de la déclaration.

3. Communication de la documentation concernant le SH96

3.1 Le Président a attiré l'attention du Comité sur le document G/MA/TAR/2/Rev.28 et Corr.1 qui rendait compte de la situation actuelle concernant la communication de la documentation requise. Il ressortait de ce document que les communications de 15 Membres, qu'ils aient demandé ou non une prorogation de dérogation, restaient en suspens en raison de consultations et/ou de négociations en cours.

3.2 Le Président a fait état des consultations informelles qui avaient eu lieu au sujet de l'exercice de transposition dans le SH96. Depuis la dernière réunion formelle du 15 mars 2002, le Comité avait tenu une réunion informelle, le 26 avril 2002, afin d'examiner l'état d'avancement des communications concernant le SH96. Une liste informelle intitulée Révision 12, indiquant en détail la situation de ces communications, avait été envoyée par télécopie à tous les Membres lors de la convocation de cette réunion informelle. Le Président a dit que cela avait permis de progresser et a proposé de tenir prochainement une autre réunion de cette sorte. Une Révision 13 de la liste informelle précisant la

situation des communications concernant le SH96 pourrait être distribuée en même temps que la convocation télécopiée de cette réunion.

3.3 Le Comité a approuvé la proposition du Président.

4. Communication de la documentation concernant le SH2002

4.1 Le Président a fait référence au document G/MA/TAR/4/Rev.1 qui rendait compte de la situation relative à la distribution de la documentation concernant le SH2002. Conformément à la procédure pour l'introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions, adoptée le 18 juillet 2001 par le Conseil général et énoncée dans le document WT/L/407, le Comité avait tenu une réunion informelle spécifique afin de procéder à un examen multilatéral des modifications du SH2002 proposées par certains Membres, le 26 avril 2002. Les communications de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de la Norvège avaient été examinées à l'aide des fiches de vérification électronique établies par le Secrétariat. Dans ces quatre cas, les questions identifiées dans les fiches de vérification du Secrétariat étaient manifestement plus compliquées que prévu et les Membres concernés devraient en discuter davantage avec le Secrétariat. Un échange de vues avait eu lieu ensuite sur la nécessité de modifier la décision contenue dans le document WT/L/407 en tenant compte de cette situation inattendue et de la concilier avec le paragraphe 4 de l'annexe B relative à cette décision qui prévoyait que les autres Membres devraient présenter les questions spécifiques "dans la mesure du possible [...] pour la première session d'examen multilatéral". Il avait été dit qu'il serait plus utile que les questions spécifiques des Membres soient présentées lorsque le Secrétariat et le Membre concerné auraient terminé leurs discussions sur un calendrier. En effet, comme on l'avait constaté avec les questions spécifiques présentées au cours de cet exercice, les points soulevés dans ces questions et dans les fiches de vérification du Secrétariat se recoupaient. En conséquence, les Membres étaient convenus que, lors des futurs examens multilatéraux de ce type, le Membre concerné, c'est-à-dire celui dont la liste faisait l'objet d'une vérification, devrait faire état de l'état d'avancement de ses discussions avec le Secrétariat et indiquer aux Membres lorsque ce processus aurait abouti pour que les Membres puissent commencer à présenter des questions spécifiques, s'ils en avaient à ce stade. Avec un tel système, les Membres présents à cette réunion avaient aussi estimé qu'il ne serait pas nécessaire de modifier la décision figurant dans le document WT/L/407.

4.2 Le représentant des États-Unis a indiqué que le premier examen multilatéral de la communication présentée par son pays au sujet du SH2002 avait fait ressortir un grand nombre de problèmes relatifs à cette communication. L'intervenant a informé le Comité que son gouvernement présenterait prochainement une communication révisée concernant le SH2002, qui, comme il l'espérait, résoudrait ces problèmes.

4.3 Le représentant de l'Australie a dit qu'à l'instar des États-Unis, sa délégation avait collaboré étroitement avec le Secrétariat pour corriger certains problèmes identifiés lors de la vérification électronique des modifications du SH2002 par l'Australie. La délégation australienne espérait pouvoir présenter la documentation révisée qui réglerait ces questions. Elle devait également présenter une liste complète sur feuillets mobiles au titre des procédures prévues à l'article XXVIII. L'intervenant a demandé à quelle date l'examen multilatéral suivant aurait lieu, car sa délégation souhaitait communiquer sa documentation avant cet examen.

4.4 Le Président a indiqué que l'examen multilatéral suivant était prévu pour la seconde quinzaine de juillet 2002.

4.5 Le représentant du Brésil a fait état du résumé établi par le Président au sujet des discussions sur le premier examen multilatéral du processus de modification du SH2002. Sa délégation approuvait entièrement les grandes lignes de ce résumé, en particulier l'idée qu'il n'était pas réellement nécessaire de modifier la décision relative aux procédures. Toutefois, l'intervenant a émis un avis

quelque peu différent sur un certain point. Selon lui, il était ressorti de la discussion que les Membres auraient toujours la possibilité de présenter leurs observations immédiatement après la communication d'une documentation concernant le SH2002, étant entendu que le Membre présentant la notification était également libre d'attendre d'avoir achevé le processus avec le Secrétariat avant de répondre aux observations formulées par les autres Membres. En d'autres termes, l'intervenant a souhaité indiquer que le Brésil croyait savoir que les Membres étaient libres de présenter des observations et des réserves au sujet d'une documentation concernant le SH2002 immédiatement après qu'elle ait été communiquée.

4.6 Le Comité a pris note des déclarations.

5. Modalités et fonctionnement de la base de données intégrée

a) Communication de la documentation demandée – Situation actuelle (G/MA/IDB/2/Rev.14)

5.1 Le Président a indiqué que le document G/MA/IDB/2/Rev.14 présentait la situation des communications destinées à la BDI sur PC au 24 mai 2002. Depuis que ce document avait été achevé, le Secrétariat avait informé le Président que les nouvelles communications suivantes lui étaient parvenues: importations et droits de douane de la Barbade en 2001; importations du Chili en 2001; droits de douane de Cuba en 2001 et 2002; droits de douane de Hong Kong, Chine en 2001 et 2002 (y compris les taux consolidés actuels et les tableaux de corrélation); importations de l'Islande en 2001; importations de la Nouvelle-Zélande en 2001; droits de douane d'El Salvador en 2002; droits de douane de la Slovénie en 2002 (y compris les taux consolidés actuels). Le Président a rappelé aux Membres que la date limite pour fournir les renseignements tarifaires concernant 2002 était fixée au 31 mars 2002 et que celle pour fournir les renseignements commerciaux concernant 2001 était fixée au 31 octobre 2002.

5.2 Le représentant des États-Unis a dit qu'au récent séminaire sur l'accès aux marchés pendant lequel des questions concernant la BDI et d'autres bases de données commerciales avaient été examinées, il était apparu clairement que si les renseignements tarifaires et commerciaux destinés à la BDI ne faisaient pas l'objet de communications suffisantes, il serait impossible au Secrétariat de l'OMC de fournir le type d'assistance technique que les pays en développement Membres allaient estimer nécessaire s'ils participaient aux négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles. La délégation des États-Unis demandait donc aux Membres de mettre à jour leurs communications destinées à la BDI.

5.3 Le représentant de l'Australie a dit partager les points de vue exprimés par les États-Unis. Il importait à l'Australie que tous les Membres de l'OMC présentent des communications régulières pour la BDI. Il s'agissait de données très importantes qui seraient utilisées dans les négociations et revêtiraient une importance particulière pour les pays en développement Membres.

5.4 La représentante de la Colombie a indiqué que les autorités de son pays avaient fait parvenir au Secrétariat des données pertinentes concernant les exportations et les importations effectuées par la Colombie en 2001. L'intervenante a approuvé les observations formulées par les États-Unis et l'Australie quant au fait que tous les Membres devraient faire tout leur possible afin de communiquer des renseignements actualisés pour la BDI. Il s'agissait d'un instrument très important, notamment au vu des négociations à venir.

5.5 Le représentant des Communautés européennes a dit partager les vues des délégations qui avaient mentionné l'importance de la BDI. C'était un instrument très utile qui devait, de ce fait, être aussi complet que possible, et l'intervenant a encouragé les Membres à présenter les communications requises. Il a signalé que les corrélations nationales pour 2002 avaient été communiquées et que le document G/MA/IDB/2/Rev.14 devrait en tenir compte en conséquence.

5.6 Le représentant du Chili a souscrit aux propos des autres délégations concernant la BDI et sa valeur pour les négociations en cours, en particulier pour les pays en développement. Toutefois, cet instrument n'était pas seulement important pour les négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles mais aussi pour les négociations sur l'agriculture, car la base de données concernait ces deux domaines.

5.7 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a approuvé les observations formulées précédemment par les États-Unis, l'Australie, les CE et le Chili au sujet de l'importance de la BDI et de l'intérêt de fournir en temps utile des communications mises à jour pour la BDI. Il a remercié le Secrétariat d'avoir accusé réception des données concernant les importations effectuées par la Nouvelle-Zélande en 2001. L'intervenant a également fait observer qu'à la page 8, pour ce qui concernait la Nouvelle-Zélande, une liste de "non" figurait dans la colonne "consolidés". Il supposait que la Liste tarifaire codifiée (LTC) communiquée récemment par la Nouvelle-Zélande contenait toutes ces données et s'est dit prêt à examiner avec le Secrétariat comment ce document destiné à la BDI pourrait en tenir compte.

5.8 Le représentant de l'Équateur a informé le Comité que sa délégation avait fait parvenir au Secrétariat, le 12 mai 2002, une communication contenant des renseignements sur les droits consolidés de 1996 à 2002. Il a donc demandé au Secrétariat de préciser pourquoi ces données n'avaient pas été incluses dans le document G/MA/IDB/2/Rev.14.

5.9 Le Secrétariat a répondu qu'il devrait examiner la question.

5.10 Le Comité a pris note des déclarations.

b) Rapport intérimaire sur les travaux effectués par le Secrétariat, y compris l'assistance technique

5.11 En ce qui concerne la diffusion de la BDI, le Secrétariat a dit avoir continué à télécharger chaque mois des renseignements sur le site Internet de la BDI. Au 12 juin 2002, le site contenait 334 pays/périodes, dont 322 étaient classés comme fichiers approuvés. Quatre-vingt deux Membres et quatre pays ou territoires accédants étaient représentés. Pour rappel, les mots de passe permettant d'accéder aux sites Internet de la BDI (fonction de transfert de fichiers et fonction d'analyse via Internet) seraient modifiés le 17 juin 2002. Les nouveaux mots de passe avaient été communiqués aux chefs de délégation par courrier du 17 mai 2002.

5.12 La version 8 du CD-ROM serait distribuée aux délégations pendant la semaine du 24 juin 2002. Cette version contenait des renseignements sur 269 pays/périodes. Comme d'habitude, deux exemplaires du CD-ROM seraient remis à chaque délégation. Toute délégation ayant besoin d'exemplaires supplémentaires était invitée à contacter le Secrétariat.

5.13 S'agissant de l'utilisation des données de la BDI depuis mars 2002, le Secrétariat avait établi, en réponse à une demande du Secrétariat de l'AELE, des moyennes tarifaires simples des droits appliqués figurant dans la BDI, pour de nombreux pays et pour certains chapitres du SH. Il avait établi à l'intention du gouvernement du Royaume-Uni, pour tous les pays dont les données étaient disponibles, les moyennes tarifaires des droits actuels consolidés et appliqués concernant le chapitre 30 du SH, c'est-à-dire les produits pharmaceutiques. En outre, le Secrétariat avait répondu à plusieurs demandes ponctuelles présentées par des délégations.

5.14 Pour ce qui était des renseignements concernant l'examen des politiques commerciales, depuis mars 2002, quatre Membres avaient donné leur accord pour que leurs fichiers concernant l'examen de leurs politiques commerciales soient utilisés dans la BDI. Une lettre de rappel, signée par le Président

du Comité de l'accès aux marchés, avait été envoyée récemment à 12 Membres qui n'avaient pas encore autorisé l'utilisation de leurs fichiers.

5.15 En ce qui concernait les activités de suivi découlant de l'évaluation multilatérale de la BDI en 2000/01 et les activités d'assistance technique qui y sont liées, il avait été proposé, afin d'améliorer le nombre de communications destinées à la BDI, de contacter les participants lors des ateliers nationaux et régionaux sur la BDI ainsi qu'aux points de contact consacrés à la BDI s'ils n'avaient pas fait parvenir leurs communications destinées à la BDI ou s'ils l'avaient fait de façon irrégulière. Il convenait de noter que les délégations recevaient tous les six mois une notification du Répertoire central des notifications si elles n'avaient pas envoyé de communications destinées à la BDI. Une copie de la lettre du Répertoire central des notifications pouvait aussi être transmise aux points de contact nationaux.

5.16 Au sujet de l'assistance technique relative à la BDI, depuis mars 2002, les statisticiens de la BDI avaient organisé un séminaire national au Pakistan ainsi qu'un séminaire régional en Oman à l'intention des Membres arabes et des pays accédants. Le séminaire régional en Oman avait été suivi par deux journées de consultations avec des responsables nationaux de l'Oman, auxquelles avaient participé onze des 16 pays Membres et pays accédants invités au séminaire. Ces échanges avaient été fructueux. Plusieurs pays avaient communiqué des données pour la BDI et tous les participants avaient reçu des instructions concernant les procédures de notification et l'utilisation des renseignements figurant dans la BDI et la base LTC.

5.17 Pendant la Semaine de Genève, plusieurs sessions pratiques consacrées à la BDI avaient été organisées pour les représentants non résidents. Lors du récent séminaire sur l'accès aux marchés, les participants avaient pu assister à deux sessions de formation pratique sur la BDI pour lesquelles toutes les places avaient été réservées. Des statisticiens de la BDI avaient aussi été présents pendant les trois journées du séminaire afin de répondre aux questions et donner des conseils.

5.18 L'un des membres de l'équipe de la BDI se trouvait actuellement en Mongolie pour organiser un séminaire national sur la BDI. Une session programmée par visioconférence avec le Chili aurait lieu le vendredi suivant, à savoir le 14 juin 2002. Pour le reste de l'année 2002, la Division des statistiques prévoyait les activités suivantes: séminaires régionaux à l'intention des Membres africains francophones; aide aux pays Membres des Caraïbes, pour lesquels le Secrétariat demandait la coopération de la Banque interaméricaine de développement; participation à un séminaire organisé par la Division de statistique de l'ONU afin d'améliorer les statistiques sur le commerce africain; activités nationales en rapport avec la BDI au Bangladesh, au Burundi, en Inde, en Lituanie et en République dominicaine. Afin d'accélérer le processus de sélection pour les séminaires régionaux, la Division suivrait la suggestion de la Division de la coopération technique d'envoyer des invitations aux chefs de délégation ainsi que des copies de ces invitations aux points de contact nationaux. Une formation sur la BDI était toujours organisée à l'occasion des cours de politique commerciale, tout comme des ateliers et des présentations sur la BDI pour les délégations à Genève, sur demande. En outre, l'assistance technique avait été inscrite à l'ordre du jour de la réunion annuelle tenue récemment par l'Équipe spéciale interorganisations sur le commerce international des marchandises. Il avait été décidé qu'une première mesure visant à garantir la faisabilité des activités conjointes serait d'annoncer les activités prévues par chaque organisme au Groupe de discussion électronique de l'Équipe spéciale. Pour 2003, la Division de la coopération technique avait demandé que les plans d'assistance technique concernant l'année suivante soient communiqués d'ici à fin juillet 2002. Les responsables avaient insisté de nouveau sur le fait que les demandes spéciales ne seraient acceptées qu'à titre exceptionnel. Il importait donc que les délégations fassent part à la Division des statistiques ou à la Division de la coopération technique, avant la date limite fixée à fin juillet 2002, de toute demande d'assistance technique pour l'année 2003. Il était aussi prévu d'organiser des séminaires et des ateliers régionaux très variés intéressant les principales régions, qui seraient axés principalement sur la fourniture des données destinées à la BDI et sur l'utilisation des renseignements figurant dans la BDI et la base LTC.

5.19 Pour ce qui était des ressources, un poste de statisticien avait été attribué à la Division des statistiques pour un an, dans le cadre du récent processus de recrutement accéléré. Le statisticien qui avait été recruté disposait d'une bonne expérience dans le soutien statistique des négociations tarifaires. Il serait chargé d'aider la Division à fournir l'assistance technique, à élaborer les fonctionnalités de la fonction d'analyse de la BDI via Internet et à répondre aux besoins des utilisateurs concernant la BDI et la base LTC.

5.20 S'agissant du développement des logiciels, le prototype de la fonction d'analyse de la BDI via Internet (<http://iaf.wto.org/>) avait été mis à la disposition des Membres le 19 avril 2002. Ce prototype permettait aux utilisateurs de rechercher des renseignements en ligne dans la BDI. Il comprenait des fonctions, semblables à celles du CD-ROM de la BDI, pour sélectionner des produits et appliquer des critères tarifaires et commerciaux. Pour le moment, deux types de données pouvaient être compilées – des données détaillées portant sur les lignes tarifaires et des données concernant les moyennes tarifaires, les importations et d'autres indicateurs statistiques. L'élaboration d'un troisième type de données – profils tarifaires et commerciaux – était presque terminée, et ces données seraient transférées prochainement sur le site Internet.

5.21 Comme il avait été mentionné à la dernière réunion formelle du Comité de l'accès aux marchés, la fonction d'analyse via Internet pouvait être un instrument d'analyse très puissant qui aiderait tous les Membres à exploiter pleinement les informations contenues dans la BDI. Le Secrétariat avait obtenu des fonds extrabudgétaires, fournis en partie par le gouvernement du Royaume-Uni et en partie par le Fonds global d'affectation spéciale, pour contribuer au développement de logiciels dotés de la fonction d'analyse via Internet. Cette fonction serait améliorée progressivement afin d'utiliser les renseignements liés de la BDI et de la base LTC, de fournir des types de données supplémentaires et de faciliter le téléchargement. En outre, un conseiller en programmation évaluait actuellement la possibilité d'utiliser la fonction d'analyse via Internet à partir d'un aperçu de la base de données qui serait distribué sur DVD, afin de répondre aux besoins des utilisateurs dont le système de télécommunication était peu fiable. Si cela était faisable, cette "fonction d'analyse portable via Internet" pourrait ultérieurement remplacer le CD-ROM de la BDI.

5.22 Pour faire en sorte que la fonction d'analyse via Internet réponde pleinement aux besoins des utilisateurs, il était très important que les Membres s'expriment à ce sujet. Ils pouvaient envoyer leurs observations au Secrétariat, à l'adresse électronique de la BDI (idb@wto.org), et l'aviser de tout problème ayant pu survenir lors de l'utilisation de cette fonction. Les suggestions concernant des fonctionnalités supplémentaires seraient également bienvenues. Au sein du Secrétariat, des points de contact avaient été établis dans différentes divisions. Ils servaient à identifier les besoins analytiques à introduire dans la fonction d'analyse via Internet ainsi que les améliorations qui pourraient être apportées au logiciel. Dans ce contexte, une démonstration de la fonction d'analyse était prévue le 19 juin 2002, de 14 heures à 16 heures, pour introduire cet outil et présenter les plans de développement. Cela permettrait aussi aux délégations en place à Genève de donner leur avis sur les possibilités qu'offrait actuellement cette fonction d'analyse et de présenter leurs suggestions quant aux besoins futurs. L'atelier aurait lieu en anglais. Toutefois, les questions et les réponses pouvaient être formulées dans les trois langues de travail de l'OMC.

5.23 Le représentant du Chili a remercié la Division des statistiques et la Division de l'assistance technique pour la visioconférence qui se tiendrait le 14 juin 2002 entre Santiago et Genève. La conférence devait concerner les instruments qui pourraient être utilisés dans les futures négociations sur l'accès aux marchés des produits agricoles et des produits non agricoles. Il s'agissait d'une autre forme d'assistance technique permettant de réduire les coûts financiers.

5.24 La représentante de l'Oman a dit que le gouvernement de son pays remerciait le Secrétariat de l'OMC d'avoir organisé le séminaire régional consacré à la BDI qui avait eu lieu en Oman.

5.25 La représentante de la Suisse a demandé si des ateliers supplémentaires pourraient être organisés après celui du 19 juin 2002.

5.26 Le Secrétariat a répondu qu'il serait possible d'organiser des ateliers supplémentaires.

5.27 Le Comité a pris note du rapport et des déclarations.

6. Projet de base de données sur les listes tarifaires codifiées – Rapport du Secrétariat

6.1 Le Secrétariat a indiqué qu'il avait achevé le traitement de tous les fichiers concernant les engagements tarifaires et agricoles des pays en développement Membres, destinés à la base LTC, y compris ceux des deux derniers Membres ayant accédé à l'OMC, la Chine et le Taipei chinois. Depuis la réunion formelle que le Comité de l'accès aux marchés avait tenue en mars 2002, le Secrétariat avait incorporé les observations que lui avaient fait parvenir la Bulgarie, l'Inde, la Lituanie et Singapour dans les fichiers de ces pays destinés à la base de données. Les fichiers révisés avaient été envoyés aux Membres concernés pour approbation. L'inclusion des observations communiquées par le Japon et la République tchèque dans leurs fichiers destinés à la base de données était en cours. Quant aux onze Membres qui s'étaient engagés à établir eux-mêmes leurs fichiers pour la base de données LTC, huit d'entre eux avaient terminé entièrement leurs fichiers concernant leurs engagements tarifaires et agricoles. Il s'agissait de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Hongrie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse et de l'UE. Se trouvaient encore en suspens: 1) le projet de fichier concernant les engagements agricoles du Venezuela. Le Secrétariat avait été informé que l'examen de ce projet d'engagements agricoles était en cours afin de mener à bien le processus d'approbation dès que possible; 2) la communication tarifaire de l'Islande. L'Islande avait fait parvenir au Secrétariat sa communication tarifaire définitive, y compris les concessions tarifaires au titre de l'ATI. Certaines questions de corrélation devaient encore être traitées. Toutefois, ces problèmes devraient être résolus dans un proche avenir grâce à la coopération entre le Secrétariat et la délégation islandaise; 3) un fichier destiné à la base de données comprenant les engagements tarifaires et agricoles de la Pologne n'avait pas encore été communiqué au Secrétariat. Tous les fichiers finalisés destinés à la base de données LTC avaient été publiés sur le site Web grâce à la fonction de transfert de fichiers via Internet.

6.2 Le représentant des États-Unis a indiqué qu'à la réunion informelle qui avait précédé la réunion en cours, aucune objection n'avait été soulevée quant au fait de connecter la base de données LTC. Il ne pensait pas qu'une décision formelle du Comité soit nécessaire, mais estimait approprié que le Président fasse une déclaration pour donner instruction à la Division des statistiques d'en permettre l'accès sur la base de la politique de diffusion que le Comité allait adopter au titre du point suivant de l'ordre du jour. La base de données LTC allait évoluer car elle serait constamment mise à jour en fonction des modifications. Elle devait refléter aussi précisément que possible où en étaient les obligations des Membres dans ce domaine; un examen régulier était donc nécessaire, mais il s'agissait d'un effort à long terme.

6.3 Le Président a dit avoir eu l'intention de soulever cette question au titre du point suivant de l'ordre du jour.

6.4 La représentante du Venezuela a indiqué que, comme le Comité le savait déjà, son pays n'avait pas encore finalisé ses données sur les produits agricoles. Le Venezuela avait expliqué que cela résultait d'un changement de postes au sein du Ministère qui avait affecté les personnes chargées de mettre à jour les données. Une équipe spéciale était désormais constituée pour faire ce travail. Toutefois, tant que le Venezuela n'aurait pas fait parvenir ses observations au Secrétariat, ses données sur les produits agricoles ne pourraient pas être considérées comme approuvées. L'intervenante a donc demandé des éclaircissements au Secrétariat. Si la base de données LTC devait être mise en service, quel serait le traitement réservé aux données du Venezuela et quelle serait la politique

concernant leur diffusion? La délégation vénézuélienne voulait avoir la garantie que les données du Venezuela seraient incluses à titre provisoire et que leur diffusion serait limitée.

6.5 Le Secrétariat a répondu que, techniquement parlant, la situation du Venezuela serait visée par le paragraphe 10 de la politique de diffusion de la base de données LTC. Les fichiers de la base LTC seraient diffusés sur Internet via la fonction de transfert de fichiers; on trouvait deux domaines sur ce site, comme dans la BDI, à savoir le domaine des fichiers provisoires et celui des fichiers approuvés. Le fichier du Venezuela serait placé initialement dans le domaine des fichiers provisoires et, une fois finalisé, serait transféré dans le domaine des fichiers définitivement approuvés.

6.6 Le représentant de la Pologne a indiqué que les autorités de son pays achevaient d'établir le fichier LTC. Il a fait savoir aux Membres que la Pologne allait présenter ce fichier selon la nomenclature du SH2002.

6.7 Le Comité a pris note des déclarations.

7. Projet de décision sur la politique de diffusion de la BDI et de la base de données LTC

7.1 Sur la base des discussions menées avant la réunion formelle en cours, le Président a proposé que le Comité adopte la décision contenue dans le document G/MA/W/31 ainsi que les modifications dont il avait été convenu à la réunion informelle, concernant la politique de diffusion de la BDI et de la base de données LTC.

7.2 Le Comité en est ainsi convenu.¹

7.3 Le Président a également proposé que, sur la base des discussions engagées lors de la réunion informelle qui avait précédé la réunion formelle en cours, le Comité accepte de mettre en service la base de données LTC, étant entendu que le Secrétariat fournirait des mises à jour régulières sur l'état d'avancement des communications inachevées ou en suspens.

7.4 Le Comité en est ainsi convenu.

8. Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre: sens à donner à l'expression "intérêt substantiel" au paragraphe 2 d) de l'article XIII du GATT de 1994 (paragraphe 1.2 du document WT/MIN(01)/17)

8.1 Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion formelle du Comité qui avait eu lieu le 15 mars 2002, l'ancienne Présidente du Comité, afin de lancer le processus et d'aider le Comité à examiner cette question, avait proposé que le Comité demande au Secrétariat d'établir un document sur la base de données empiriques (non complexes) qui illustrerait la façon dont l'"intérêt substantiel" serait pris en compte si la proposition coréenne était utilisée. Elle avait ajouté que ce document était seulement censé aider le Comité dans sa réflexion initiale sur le sujet, et ne préjugait de la position d'aucune délégation. Le Comité avait approuvé cette proposition.

8.2 Un débat sur cette question avait eu lieu lors de la réunion informelle tenue par le Comité le 26 avril 2002, sur la base d'un document du Secrétariat distribué en tant que JOB(02)/34. À cette réunion, et compte tenu des résultats de l'étude effectuée par le Secrétariat, une délégation avait souligné la pertinence de la proposition de la Corée visant à déterminer les Membres qui seraient admis à bénéficier de nouveaux droits. Pour faire progresser les discussions, la Présidente avait proposé que les Membres fassent parvenir au Secrétariat des propositions concrètes au sujet des

¹ Le document adopté a été distribué sous la cote G/MA/115.

paramètres sur la base desquels le Secrétariat pourrait entreprendre de nouvelles études. À cet égard, l'ancienne Présidente avait envoyé aux Membres un fax daté du 8 mai 2002, les invitant à faire parvenir par écrit des propositions concernant un critère possible pour définir l'"intérêt substantiel" visé au paragraphe 2 d) de l'article XIII du GATT de 1994. Sainte-Lucie avait fait parvenir une communication qui avait été distribuée sous la cote G/MA/W/30. Le Président a proposé que le Secrétariat élabore des exemples supplémentaires en se basant sur la proposition de Sainte-Lucie et que le Comité tienne une réunion informelle afin d'examiner cette question lorsque le document du Secrétariat serait finalisé.

8.3 Le représentant de l'Équateur a indiqué que pendant les consultations informelles menées par le Président du Comité de l'accès aux marchés à la demande du Président du Conseil général, avant la Conférence ministérielle de Doha, sa délégation avait donné son avis au sujet de la demande d'un autre Membre de l'OMC visant à réviser le sens à donner à l'expression "intérêt substantiel" au paragraphe 2 d) de l'article XIII du GATT de 1994. La position de l'Équateur sur cette question n'avait pas changé depuis les consultations menées avant Doha. Au cours des jours ayant précédé Doha, l'Équateur ne s'était pas opposé à ce que le rapport établi à titre personnel par le Président du Comité de l'accès aux marchés soit transmis au Président du Conseil général pour être inclus dans la Déclaration ministérielle sur les questions de mise en œuvre. Toutefois, l'Équateur l'avait accepté à condition que la seule décision prise à cet égard soit de renvoyer la question au Comité de l'accès aux marchés pour qu'il en poursuive l'examen, sans qu'aucune conclusion ne soit adoptée.

8.4 À sa dernière réunion, le Comité avait été saisi d'un document établi par le Secrétariat qui montrait, grâce à un exemple empirique basé sur la proposition de la Corée, les incidences qu'aurait cette proposition dans le cas d'un produit spécifique sur un marché spécifique. L'intervenant a remercié le Secrétariat pour cette étude qui, selon lui, confirmait la position initiale de sa délégation. Il ne convenait pas de dire qu'il y avait des doutes quant au paragraphe 2 d) de l'article XIII du GATT de 1994. Si quelqu'un avait des doutes en la matière, il devait consulter ce que l'Organe d'appel avait conclu dans l'affaire des bananes, au paragraphe 161 de son rapport. Certains Membres n'appréciaient manifestement pas les conclusions de l'Organe d'appel, mais ce n'était pas une raison pour modifier l'équilibre des droits et obligations résultant du GATT. Le rapport de l'Organe d'appel énonçait clairement l'interprétation correcte du paragraphe 2 d) de l'article XIII du GATT de 1994: il était évident qu'au moment où un contingent était réparti, certains Membres avaient un intérêt substantiel et d'autres n'en avaient pas. L'Organe d'appel avait indiqué clairement quels étaient les droits de ceux qui avaient un intérêt substantiel au moment de la répartition d'un contingent. Il avait aussi déclaré que la répartition des contingents entre ceux qui n'avaient pas d'intérêt substantiel devait respecter le principe de non-discrimination. La proposition de réviser le sens de l'expression "intérêt substantiel" revenait, selon l'Équateur, à essayer de modifier l'équilibre des droits et obligations résultant de cet article et de contourner le principe de non-discrimination applicable à ceux qui n'avaient pas d'intérêt substantiel.

8.5 Afin d'établir si un Membre avait un intérêt substantiel au moment où un contingent était réparti, une pratique consistait depuis plusieurs décennies à examiner le critère selon lequel ce Membre devait détenir au moins 10 pour cent du marché d'importation d'un produit spécifique. En recourant à cette pratique, on avait réparti de nombreux contingents tarifaires et réglé de nombreux différends. Et c'est sur la base de cette pratique que les résultats du Cycle d'Uruguay avaient été convenus. Si on la modifiait, cela aurait des incidences qui dépasseraient celles prévues initialement lorsque l'examen de ce point avait été proposé.

8.6 Enfin, la proposition mentionnait des situations difficiles à accepter comme la suivante: dans le cas d'un pays dont l'économie dépendait essentiellement d'une seule culture, ce pays aurait automatiquement un intérêt substantiel sur tous les marchés mondiaux où des contingents existaient pour ce produit. En d'autres termes, il serait dans une position plus favorable que les principaux exportateurs du produit en question.

8.7 Le représentant des États-Unis a indiqué que sa délégation souhaitait encore étudier ce point. Il fallait examiner de façon plus approfondie certaines questions de loyauté qui avaient été soulevées. La délégation des États-Unis croyait certes savoir que la proposition concernait l'avenir, mais cela affecterait manifestement les négociations sur l'agriculture. Le fait que le Comité de l'accès aux marchés fonctionne de manière isolée par rapport aux négociateurs sur l'agriculture pourrait éventuellement poser un problème. Il faudrait de toute évidence inviter les négociateurs à apporter leur contribution à un certain moment.

8.8 Le représentant de l'Australie a fait savoir que sa délégation ne s'opposait pas à l'examen de la proposition au sein du Comité de l'accès aux marchés ou à d'autres études empiriques. Elle pensait cependant, comme les États-Unis, qu'il fallait garder à l'esprit les négociations sur l'agriculture et l'éventuelle nécessité d'une contribution du Comité de l'agriculture. Elle estimait que les questions abordées dans la déclaration de l'Équateur ne concernaient pas ce débat ni l'examen des propositions. En fait, un grand nombre de ces questions présentaient un intérêt pour la délégation australienne.

8.9 Le représentant du Brésil a dit souscrire à la proposition du Président de poursuivre l'examen de cette question lors de consultations informelles. Sa délégation attachait une importance particulière au fait d'obtenir une réponse positive pour les questions et les préoccupations liées à la mise en œuvre. Il lui semblait que la situation internationale actuelle concernant le Cycle de Doha était plutôt négative et qu'il ne fallait pas l'aggraver en ne répondant pas aux préoccupations légitimes soulevées dans ces questions de mise en œuvre. L'intervenant avait pris note de la déclaration de l'Équateur et était pleinement conscient des préoccupations mentionnées. Il semblait à la délégation brésilienne que les Membres devraient peut-être étudier de plus près la question d'une rupture de l'équilibre des droits et obligations. Le problème était précisément que les petites économies n'avaient aucun droit au titre de l'interprétation actuelle de l'article XIII. Les efforts déployés dans la proposition de la Corée pour tenter de trouver une solution à ce problème avaient entraîné plus de difficultés qu'ils n'avaient apporté de solutions. Il faudrait chercher à résoudre les problèmes spécifiques des petites économies concernant cette question en se basant essentiellement sur l'importance intrinsèque d'une exportation donnée vers un pays donné et non en établissant des comparaisons avec la situation d'autres exportateurs, moyens ou grands, du même produit. Ainsi, il fallait s'intéresser davantage à l'importance relative des exportations de ce produit particulier pour le pays exportateur qu'à l'importance de sa part de marché par rapport à celles d'autres exportateurs. L'intervenant a pris note de la communication de Sainte-Lucie et a souhaité l'examiner de nouveau lors de la réunion informelle à venir.

8.10 La représentante de l'Inde a indiqué qu'à un niveau systémique, sa délégation estimait important de mener à bien les travaux sur les questions de mise en œuvre dans le délai accordé par les Ministres à Doha. L'intervenante a pris note des déclarations des États-Unis et de l'Australie concernant le lien avec les négociations sur l'agriculture. Toutefois, sa délégation estimait que ce lien devait être explicité par chaque délégation qui procèderait à sa propre évaluation interne. Elle était déterminée à étudier cette question particulière de mise en œuvre avec les instigateurs des questions de mise en œuvre. Dans le passé, la délégation indienne avait soutenu les consultations du Président et appuyé les trois questions figurant dans le rapport de la Présidente au Conseil général avant la Conférence ministérielle de Doha. Elle estimait que ces trois éléments constituaient une base utile pour que le Comité poursuive ses travaux et tente de parvenir à une conclusion. L'intervenante s'est également félicitée du point de vue présenté par l'Équateur concernant la répartition des contingents actuels de manière à ne pas compromettre les commandes déjà passées dans le cadre des contingents existants. Toutefois, le Brésil avait aussi raison de dire qu'il était essentiel d'insister sur l'importance des exportations et d'essayer de chercher une solution de ce point de vue. Les deux objectifs n'étaient pas nécessairement incompatibles et des solutions créatives étaient certainement possibles. L'une des idées formulées dans le document de Sainte-Lucie était que le Secrétariat pourrait prendre l'exemple d'autres produits afin de poursuivre ses travaux sur la proposition de la Corée. C'était une idée intéressante pour la simple raison que cela aiderait tous les Membres à examiner soigneusement et en

détail les différents éléments de la question de la mise en œuvre, sans avoir à dire si la proposition de la Corée était la bonne. Des travaux empiriques pouvaient éventuellement clarifier des questions sous-jacentes et permettraient peut-être aux Membres de trouver une solution qui ne serait pas défavorable aux détenteurs de contingents actuels et qui, en même temps, attribuerait certains droits à de petites économies qui n'en jouissaient pas pour le moment.

8.11 La représentante de Sainte-Lucie a dit que sa délégation, comme le Brésil, souhaitait passer d'une analyse empirique basée sur une comparaison relative entre les Membres à une analyse en termes absolus qui tiendrait compte de l'importance du produit pour le Membre exportateur. Sainte-Lucie proposait que le Secrétariat effectue de nouvelles études empiriques sur cinq autres produits et en termes absolus. Autrement dit, il pourrait évaluer l'importance du produit pour le Membre exportateur et estimer si ce Membre satisfaisait au critère proposé par la jurisprudence selon lequel il devrait détenir 10 pour cent de part absolue du marché d'importation. Grâce à cette analyse, les Membres pourraient évaluer sur le fond la proposition qui leur serait présentée, en se basant sur des chiffres. L'intervenante a souligné qu'elle faisait référence aux nouvelles répartitions de contingents et prenait donc en compte les préoccupations de l'Équateur. De l'avis de sa délégation, il devrait être clair pour tous les Membres que si un Membre effectuait 70 pour cent de ses exportations vers un marché unique et que des contingents devaient être répartis, ce Membre aurait droit à un contingent comme n'importe quel autre Membre dont la part des importations sur ce marché était de 10 pour cent, même si 70 pour cent de ces exportations ne représentaient que 3 pour cent de la part des importations. Il n'était pas question de comparer un Membre avec un autre, il s'agissait de justice absolue. C'est pourquoi Sainte-Lucie continuait à examiner cette question qui ne lui procurerait pas directement des avantages. Par exemple, dans l'étude empirique du Secrétariat sur le café, on pouvait constater que le Burundi et l'Ouganda effectuaient 40 pour cent de leurs exportations grâce au café. Toutefois, ils ne pouvaient bénéficier de contingents d'importation au titre de la jurisprudence traditionnelle de 1947 qui avait été introduite dans la nouvelle ère de l'OMC. C'était ce type de situation que Sainte-Lucie souhaitait prendre en compte. Si le Comité acceptait que le Secrétariat poursuive ses travaux empiriques, cela permettrait certainement aux Membres de voir la valeur évidente de ce qui était proposé et de la justice dont il fallait tenir compte dans cette proposition de mise en œuvre.

8.12 Le représentant de la Corée a indiqué que son pays avait proposé le critère des 10 pour cent aux fins de l'exercice et que ce n'était pas nécessairement une véritable représentation de l'intérêt substantiel. Il fallait procéder davantage à des études empiriques sur différents produits. L'intervenant a dit qu'il souhaitait aussi examiner de façon plus approfondie les points soulevés par l'Équateur.

8.13 Le Président a proposé que le Secrétariat effectue de nouvelles études empiriques en se basant sur la proposition de Sainte-Lucie et poursuive les discussions à la réunion informelle suivante.

8.14 Le Comité a approuvé la proposition du Président.

9. Questions de mise en œuvre en suspens soulevées par les Membres: tirt 99 du JOB(01)/152/Rev.1 – Mesures visant à assurer une redistribution des droits de négociateur en faveur des Membres exportateurs petits et moyens dans les négociations commerciales

9.1 Le Président a dit que le compte rendu des réunions tenues les 22 et 27 mars 2002 par le Conseil du commerce des marchandises indiquait ce qui suit: "... au sujet du tirt 99 de la Compilation des questions de mise en œuvre en suspens soulevées par les Membres (JOB(01)/152/Rev.1), le Président a émis l'avis que ce tirt relevait de la compétence du Comité de l'accès aux marchés, qui serait saisi de la question et en rendrait compte au Comité des négociations commerciales d'ici à la fin de 2002. Il a proposé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la

prochaine réunion du Comité de l'accès aux marchés, afin qu'elle puisse être examinée conformément au paragraphe 12 b) de la Déclaration ministérielle."

9.2 Le Conseil du commerce des marchandises avait souscrit à la proposition du Président et cette question était donc inscrite à l'ordre du jour de la réunion de ce jour. Le tiret 99 concernait les "Mesures visant à assurer une redistribution des droits de négociateur en faveur des Membres exportateurs petits et moyens dans les négociations commerciales".

9.3 La représentante de Sainte-Lucie a rappelé que ce tiret disposait que le "Conseil général adoptera[it] des mesures destinées à garantir une redistribution des droits de négociateur en faveur des Membres exportateurs petits et moyens dans les négociations commerciales"; l'expression "négociations commerciales" s'entendait au sens large. Le mandat concernant la redistribution des droits de négociateur en faveur d'une partie des Membres, à savoir les Membres exportateurs petits et moyens, dans les circonstances limitées de la renégociation des consolidations tarifaires, résultait du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994 établi dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Dans le Mémorandum, tous les Membres reconnaissaient une réalité fondamentale, à savoir que l'évolution du système commercial multilatéral avait entraîné une disparité entre les Membres qui les empêchait d'être à égalité. L'intervenante s'est dite surprise que le Président du Conseil du commerce des marchandises ait renvoyé la question au Comité de l'accès aux marchés – elle n'avait malheureusement pas assisté à cette réunion –, principalement parce qu'il ne s'agissait pas d'un examen des droits de négociateur primitif dans les limites particulières de l'article XXVIII. En fait, cette question aurait dû être renvoyée au Conseil général, voire au Comité des négociations commerciales. Elle avait été introduite avant la Conférence ministérielle de Doha pour qu'il soit reconnu, si l'on menait des négociations élargies, que certains Membres étaient fondamentalement désavantagés dans tout système d'offre et de demande. Ils n'étaient pas à égalité. Certains ne pouvaient même pas participer aux négociations. Comme l'intervenante l'avait indiqué lors des négociations sur les services, si un Membre présentait une demande à Sainte-Lucie, il faudrait accorder des indemnités de séjour et de déplacement à Sainte-Lucie. Il y avait une inégalité fondamentale dans les règles. Comment pouvait-on parler de libéralisation progressive dans le Programme de Doha pour le développement lorsque la délégation de Sainte-Lucie, par exemple, n'avait aucun moyen efficace de faire valoir les droits de son pays lors des négociations? C'était l'aspect essentiel de cette proposition particulière de mise en œuvre. La délégation de Sainte-Lucie n'avait pas préconisé d'élargir les négociations à Doha, mais cela s'était passé ainsi et le but de cette proposition était d'examiner comment les négociations pouvaient avoir lieu pour ceux qui avaient un capital de négociation limité. Comment Sainte-Lucie pouvait-elle défendre ses intérêts lors des négociations? Le mandat dépassait largement l'article XXVIII et les droits de négociateur primitif, il concernait des concepts, des procédures et des éléments essentiels quant à la manière de procéder. Il avait une vaste portée et étayait le mode de fonctionnement du système commercial multilatéral ainsi que la façon dont la délégation de Sainte-Lucie restait encore marginalisée dans le processus.

9.4 Le représentant des États-Unis a dit que la proposition semblait dépasser largement le mandat du Comité de l'accès aux marchés. Il fallait examiner si cela avait un sens de réintroduire cette question dans le processus à un niveau plus élevé. En ce qui concernait l'élément spécifique du tiret 99 et la redistribution des droits de négociateur en faveur des Membres exportateurs petits et moyens, la délégation des États-Unis estimait qu'il s'agissait d'une question difficile. Si l'on voulait progresser, cette question devait faire partie des négociations globales. La délégation des États-Unis était prête à l'examiner au Comité de l'accès aux marchés et à participer aux discussions, mais c'était une question plus difficile que celle qui avait été examinée par le Comité au titre du point précédent de l'ordre du jour. L'intervenant a fait remarquer que dans le contexte de l'examen du paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994 que le Comité avait achevé en 2000, aucune proposition spécifique n'avait été communiquée.

9.5 La représentante de la Suisse a dit qu'elle limiterait son intervention à l'article XXVIII du GATT de 1994 bien que la question soit beaucoup plus vaste, comme certains intervenants l'avaient indiqué précédemment. L'idée de droits de négociateur primitif n'était pas nouvelle et revêtait une importance essentielle pour les Membres exportateurs petits et moyens. Cette notion était mentionnée à l'article XXVIII du GATT de 1994. Jusqu'à présent, la notion de droits de négociateur primitif était fondée sur des négociations bilatérales entre deux Membres de l'OMC. Le problème venait du fait que ces droits n'avaient pas été inscrits de façon systématique dans les listes de concessions des Membres à la fin du Cycle d'Uruguay. La situation n'était donc pas transparente, car un Membre ne savait pas avec quel autre Membre, pour quelle ligne tarifaire et à quel niveau il avait négocié un droit de négociateur primitif. La seule exception concernait les cas de négociation sur l'accession à l'OMC. En outre, la délégation suisse souhaitait préciser qu'un droit de négociateur primitif résultait d'un accord bilatéral entre deux Membres de l'OMC ayant négocié de façon bilatérale au sens de l'article XXVIII du GATT de 1994. L'inscription sur la liste de concessions n'instaurait pas un droit de négociateur primitif, elle visait à accroître la transparence. C'est ce qui avait été fait depuis la création de l'OMC dans le cadre des accessions. Cela devrait également être possible dans les négociations sur l'accès aux marchés prévues dans la Déclaration ministérielle de Doha. Quant au tiret 99, tous les Membres de l'OMC devraient l'examiner et se mettre d'accord à son sujet.

9.6 La représentante de Sainte-Lucie a dit que son pays était l'auteur initial du tiret 99 et que cette question avait toujours été difficile pour sa délégation car les discussions initiales n'avaient porté que sur les droits de négociateur primitif. L'intervenante a accueilli favorablement la contribution de la Suisse, la question essentielle étant que toute la notion de droits de négociateur était basée sur un processus bilatéral. L'OMC était une instance commerciale multilatérale; toutefois, si les négociations devenaient bilatérales, Sainte-Lucie perdrait toute possibilité sérieuse de négocier, sauf si elle négociait avec un Membre aussi petit qu'elle. Il s'agissait d'une question essentielle dont il fallait tenir compte dans toutes les négociations sur l'accès aux marchés – pour les biens et les services. C'était la raison pour laquelle la question de la redistribution des droits de négociateur avait été soulevée, car les droits de négociateur primitif étaient basés sur un processus entraînant des conflits entre des Membres inégaux.

9.7 Le représentant de l'Australie a dit que l'un des problèmes essentiels que cette proposition avait posés à sa délégation jusqu'à présent était que les Membres avaient tendance à limiter son examen au titre de l'article XXVIII, alors qu'il s'agissait désormais d'une question plus vaste qui ne pouvait peut-être pas être traitée au Comité de l'accès aux marchés. En outre, cette question concernait le problème de la redistribution des droits de négociateur primitif, et le terme "redistribution" laissait entendre qu'un Membre détenant un tel droit pouvait le perdre au profit d'un petit pays ou d'un pays moyen. D'après les explications fournies par Sainte-Lucie, l'intervenant croyait savoir que c'était la protection des droits de négociateur primitif qui était visée, et non la redistribution des droits de négociateur primitif déjà détenus par des Membres. Si la question devait être examinée en ces termes, cela pourrait apaiser en partie les craintes de certains Membres.

9.8 La représentante de Sainte-Lucie a dit que le terme "redistribution" était tiré du texte du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994 établi dans le cadre du Cycle d'Uruguay et que ce n'était donc pas une notion étrangère. Elle a estimé comme l'Australie qu'il ne s'agissait pas d'enlever aux Membres ce qu'ils avaient.

9.9 Le Président a proposé que le Comité convienne de renvoyer la question au Conseil du commerce des marchandises en suggérant qu'elle soit présentée de nouveau au Conseil général pour qu'une décision soit prise sur la meilleure façon de la régler. Le Conseil général pourrait aussi être encouragé à reformuler le mandat qu'il confierait au Comité de l'accès aux marchés.

9.10 La représentante de Sainte-Lucie a dit souscrire à la proposition du Président de renvoyer la question au Conseil du commerce des marchandises pour soumission au Conseil général, afin que cet

organe règle les questions plus vastes figurant dans cette proposition qui dépassaient le mandat du Comité de l'accès aux marchés. Toutefois, elle a estimé que ce comité pouvait poursuivre l'examen des questions relevant de sa compétence lors d'une réunion informelle et qu'il n'avait pas besoin d'un autre mandat du Conseil général pour continuer à examiner les questions faisant partie de son mandat.

9.11 Le représentant du Pakistan a approuvé la déclaration de Sainte-Lucie. En tant qu'organe subsidiaire du Conseil du commerce des marchandises, le Comité de l'accès aux marchés avait parfaitement le droit d'examiner la proposition. Selon la délégation pakistanaise, la proposition ne dépassait pas le mandat de l'article XXVIII et les questions relatives audit article avaient toujours été traitées au Comité de l'accès aux marchés. Toutefois, cette question pouvait en recouper d'autres et, en tant qu'organe subsidiaire, le Comité de l'accès aux marchés aurait tout à fait le droit d'apporter sa contribution au Conseil du commerce des marchandises puis au Conseil général.

9.12 Le représentant du Brésil a approuvé les observations présentées par les représentants du Pakistan et de Sainte-Lucie. La proposition du Président semblait rencontrer un obstacle concernant la procédure. Il s'agissait de l'une des questions de mise en œuvre en suspens mentionnées au paragraphe 12 b) de la Déclaration ministérielle de Doha, et le présent organe avait reçu le mandat de faire rapport sur cette question au Comité des négociations commerciales d'ici à la fin de l'année. Il ne semblait pas approprié, au niveau de la procédure, de demander au Conseil général d'examiner la question et de faire rapport au Comité des négociations commerciales qui était un organe subsidiaire du Conseil général. Le Conseil du commerce des marchandises avait pris une décision visant à soumettre cette question à l'examen du Comité de l'accès aux marchés. Il semblait que l'on enlèverait sa responsabilité au Comité si on renvoyait la question au Conseil du commerce des marchandises sans qu'il ait eu une discussion de fond à ce sujet. Par conséquent, l'intervenant souscrivait à la proposition de permettre au Comité d'avoir une discussion informelle sur la question. Le Comité devait aussi préciser ce qu'il essayait exactement d'atteindre en traitant cette question. Il serait utile que le Secrétariat établisse une note d'information portant sur le contenu des discussions précédentes en la matière et sur l'aspect technique du concept dans son ensemble.

9.13 Le représentant du Chili a dit que le contenu de la proposition devait être précisé pour que le Comité puisse aller de l'avant. Sainte-Lucie avait indiqué que la question était plus vaste que celle des droits de négociateur primitif dans le contexte de l'article XXVIII. Toutefois, si les modalités de négociation relatives aux négociations sur l'accès aux marchés étaient en jeu, les discussions devraient avoir lieu dans une autre instance. S'il s'agissait de la redistribution des droits de négociateur primitif, il fallait envisager une révision de l'article XXVIII qui devrait cependant être effectuée dans une autre instance. Avant de demander au Secrétariat d'établir un document, il était important de comprendre clairement le sens des propositions.

9.14 La représentante de Sainte-Lucie a dit que lorsque cette proposition avait été examinée initialement, un débat intéressant avait eu lieu sur la notion de droits de négociateur primitif dans son ensemble. L'intervenante avait toujours dit que la proposition initiale était plus vaste, mais elle a estimé que le Comité de l'accès aux marchés pouvait traiter ce qui lui avait été confié et ce qui relevait de son mandat sans attendre un nouveau mandat. Quant à la préoccupation plus générale concernant le caractère multilatéral ou bilatéral des négociations, qui avait déjà été prise en compte dans les modalités relatives aux négociations en cours, l'intervenante a dit ne pas être certaine de savoir comment y répondre. Toutefois, sa délégation était d'accord pour renvoyer au Conseil du commerce des marchandises ce qui ne relevait pas du mandat du Comité de l'accès aux marchés. Une note d'information établie par le Secrétariat serait utile pour examiner les aspects plus limités de la proposition.

9.15 Le Président a dit que cette question ne concernait pas seulement l'article XXVIII ou toute question liée à l'accès aux marchés et que le Comité devait poursuivre ses discussions pour convenir de ce qui devait ou pouvait être traité en son sein et de ce qui devrait être renvoyé à un organe

pertinent. À cet égard, le Président a proposé que des consultations informelles soient menées afin de régler les questions de procédure soulevées par le Brésil et de poursuivre l'examen de ce qui devait être traité au Comité de l'accès aux marchés. Dans ce contexte, il a également proposé que le Secrétariat élabore une note d'information destinée à faciliter les discussions et a encouragé les délégations, en particulier Sainte-Lucie, à présenter des communications écrites concernant leur interprétation du mandat qui contribueraient aussi aux discussions. À la fin de ce processus, le Comité serait mieux à même de prendre une décision sur la manière d'aller de l'avant.

9.16 Le Comité a approuvé la proposition du Président.

9.17 En réponse à une demande présentée par Sainte-Lucie, le Président a fait savoir que le Secrétariat établirait une note d'information dont Sainte-Lucie aurait besoin, selon ce qu'il croyait comprendre, pour présenter une communication concernant le but de sa proposition. Les consultations informelles seraient basées sur ce document du Secrétariat.

10. Japon – Renseignements sur la politique tarifaire de la Chine en ce qui concerne certains produits photographiques et cinématographiques

10.1 Le représentant du Japon a indiqué qu'au moment de son accession à l'OMC, la République populaire de Chine avait pris des engagements tarifaires sur une base *ad valorem* pour 35 articles figurant au chapitre 37 du SH relatif aux produits photographiques (perçus sur la base d'un yuan par yuan). Toutefois, elle percevait actuellement sur ces articles des droits d'importation spécifiques (sur la base d'un yuan par m²). La délégation japonaise avait connaissance d'un grand nombre de cas, survenus pendant l'année 2002, où les droits d'importation dépassaient de ce fait les taux consolidés *ad valorem*. Afin d'assurer la transparence et la prévisibilité du système tarifaire, il était souhaitable que les Membres de l'OMC appliquent le type de droits inscrit dans leur liste de concessions. À cet égard, l'intervenant a signalé le rapport établi par l'Organe d'appel en 1998 dans l'affaire des droits d'importation spécifiques minimaux appliqués par l'Argentine sur les produits textiles. Le rapport avait conclu qu'un accord de l'OMC n'empêchait pas automatiquement un Membre d'utiliser un type de droit d'importation différent de celui qui était inscrit dans sa liste. Toutefois, l'Organe d'appel indiquait que si l'application d'un type de droit différent de celui qui était prévu dans la liste de concessions entraînait la perception de droits supérieurs à ceux qui l'auraient été par ailleurs, la situation était incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994. La délégation japonaise estimait que les droits de douane perçus actuellement par la Chine sur certains produits photographiques dépassaient les niveaux des taux de droits des concessions et étaient incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT. Cette situation réduisait les avantages revenant aux parties contractantes de l'OMC, dont le Japon. L'intervenant a dit espérer que la République populaire de Chine prendrait sans délai les dispositions de procédure nécessaires conformément aux engagements qu'elle avait contractés lors de son accession et en vertu de l'article du GATT susmentionné.

10.2 Le représentant de la Chine a dit qu'il croyait savoir que cette question avait été soulevée pour la première fois en mars 2002 et que la Chine et le Japon avaient mené des consultations bilatérales depuis cette date. À ce stade, un échange de vues approfondi avait donc eu lieu sur la question et la Chine souhaitait que ces consultations bilatérales se poursuivent afin qu'une solution acceptable pour les deux parties puisse être trouvée. Le Japon avait le droit de soulever cette question au sein du Comité de l'accès aux marchés; toutefois, l'intervenant a dit espérer que l'on pourrait parvenir à une solution grâce aux consultations bilatérales. Il a aussi souhaité souligner qu'il fallait du temps et de la méthode pour régler cette question, mais que sa délégation était déterminée à poursuivre ces efforts.

10.3 Le Comité a pris note des déclarations.

11. États-Unis – Administration par la Chine des contingents tarifaires et application de la TVA aux importations d'engrais

11.1 Le représentant des États-Unis a indiqué que deux questions étaient en jeu: l'une était liée à la TVA et l'autre à l'attribution des contingents tarifaires pour les engrais. S'agissant de la première question, la Chine s'était engagée au titre de son accession à autoriser l'accès, dans le cadre de contingents tarifaires, au phosphate diammonique, à l'urée et au NPK, assorti d'un taux de droit contingentaire de 4 pour cent. Elle semblait compromettre l'accès aux marchés qu'elle avait promis en appliquant une politique fiscale discriminatoire pour les engrais similaires et les engrais directement concurrents. En juillet 2001, le Ministère des finances et l'Administration fiscale avaient publié une circulaire conjointe visant à exempter de TVA tous les engrais phosphatés à l'exception du phosphate diammonique, ainsi que tous les engrais azotés à l'exception de l'urée. En d'autres termes, seuls le phosphate diammonique et l'urée étaient assujettis à une TVA de 13 pour cent. L'exemption de TVA favorisait d'autres engrais phosphatés que la Chine produisait mais n'importait pas, comme le phosphate monoammonique. Le phosphate monoammonique et d'autres engrais phosphatés entraient directement en concurrence et servaient de substituts au phosphate diammonique. De même, l'urée était désavantagée par rapport à des produits avec lesquels elle entrait en concurrence. En outre, les producteurs nationaux d'urée semblaient pouvoir éviter la taxe grâce à des remboursements, si bien que la TVA sélective avait surtout une incidence sur l'urée d'origine étrangère. La délégation des États-Unis demandait instamment à la Chine d'appliquer la TVA conformément à l'article III du GATT et de ne pas compromettre ses engagements en matière d'accès aux marchés concernant les engrais. Dans ce contexte, la délégation des États-Unis demandait à la délégation chinoise de justifier le traitement fiscal différencié et de donner davantage de précisions au sujet de la politique de remboursement en faveur des producteurs chinois. Pour ce qui était de l'attribution des contingents, la répartition par la Chine des contingents tarifaires pour 2002 était retardée de plusieurs mois et semblait encore incomplète. Des rapports indiquaient que les candidats aux contingents n'avaient reçu, dans de nombreux cas, qu'une partie des contingents qu'ils avaient demandés et qui avaient été approuvés initialement. La Chine était tenue d'attribuer le montant total des contingents convenu dans l'Accord sur son accession, sans restriction quant au moment de l'année civile où ils pourraient être utilisés. En outre, la délégation des États-Unis croyait savoir qu'il était dit aux détenteurs de contingents tarifaires destinés aux importations effectuées par des sociétés autres que des entreprises commerciales d'État qu'ils devaient encore importer par le biais d'entreprises commerciales d'État, ce qui était contraire aux engagements pris par la Chine lors de son accession. Les États-Unis demandaient à la Chine de les aider à faire en sorte que les détenteurs de contingents tarifaires autres que les entreprises commerciales d'État puissent importer par l'intermédiaire de toute entreprise ayant le droit de faire le commerce de tout produit sans devoir passer par une entreprise commerciale d'État. La délégation des États-Unis souhaitait aussi obtenir l'assurance de la Chine qu'en réattribuant les contingents dans le courant de l'année, elle respecterait le calendrier ainsi que d'autres procédures de réattribution mentionnées dans le rapport du Groupe de travail et dans la note liminaire relatives aux contingents tarifaires pour les engrais. En particulier, l'intervenant a indiqué que la Chine devait publier les conditions spécifiques pour demander la réattribution des contingents d'ici au 1^{er} août, et achever leur répartition d'ici au 1^{er} octobre. Enfin, la délégation des États-Unis souhaitait faire part de ses préoccupations concernant les règlements fondamentaux applicables à l'administration des contingents. Elle avait communiqué à la Chine des observations détaillées sur ces règlements et demandé la tenue de consultations visant à examiner ces observations. Elle attendait avec intérêt la réponse de la Chine à cette demande.

11.2 Le représentant du Canada a dit partager les préoccupations des États-Unis concernant l'attribution par la Chine non seulement des contingents tarifaires pour les engrais mais aussi des contingents tarifaires en général. En particulier, le Canada était préoccupé par des rapports indiquant que les détenteurs de contingents n'avaient pas reçu de certificats d'importation. Cela semblait bloquer l'utilisation des contingents attribués. Ces certificats devaient être délivrés automatiquement en vertu des termes de l'Accord sur les licences d'importation. De plus, la délégation canadienne

restait quelque peu préoccupée au sujet des règlements concernant la mise en œuvre des contingents tarifaires pour les engrais. De l'avis du Canada, les règlements ne tenaient pas compte de trois engagements pris clairement par la Chine. Premièrement, ses contingents tarifaires seraient administrés de manière à prendre en considération les préférences des consommateurs et la demande des utilisateurs finals. Deuxièmement, les utilisateurs finals et non les sociétés de commerce privées devaient se voir attribuer les contingents non destinés aux entreprises d'État, et troisièmement, toute entité ayant le droit de faire du commerce pouvait importer des produits attribués aux sociétés privées. Le Canada demandait à la Chine de répondre à ces préoccupations.

11.3 Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation, comme les États-Unis et le Canada, attachait une grande importance à une gestion correcte du système d'administration des contingents tarifaires de la Chine, aussi bien pour les produits relevant du commerce d'État que pour ceux soumis à un régime de commerce déterminé. Conformément aux engagements pris par la Chine, tels qu'ils étaient énoncés dans son Protocole d'accession, des conditions transparentes et efficaces devaient être assurées de manière à ce que l'accès aux contingents puisse être accordé et que tous les contingents puissent être utilisés conformément à ces engagements.

11.4 Le représentant de la Chine a dit que certaines difficultés en la matière résultaient du fait que son pays avait une compréhension différente de ses engagements et des règlements pertinents concernant l'administration de ses contingents tarifaires. La Chine, en tant que Membre de l'OMC, faisait preuve d'une attitude très sérieuse et responsable pour mettre en œuvre ses obligations découlant de son Protocole d'accession. En conséquence, elle avait déjà déployé des efforts considérables à cet égard depuis le début de l'année, et les Membres devaient le reconnaître. Toutefois, on ne pouvait pas lui reprocher que certains problèmes surviennent lors du processus de mise en œuvre en raison de différences dans la compréhension ou l'interprétation des engagements pertinents et des règlements concernés. On pouvait aussi comprendre qu'il n'était pas possible d'éviter certaines questions de caractère technique dans un processus de mise en œuvre. S'agissant de la question de la TVA sur les engrais que la délégation des États-Unis avait soulevée, l'intervenant a dit que, pour autant qu'il croyait savoir, la Chine et les États-Unis avaient pris part à des consultations à Beijing en la matière. Il avait aussi pris note des déclarations du Canada et de l'Australie, qu'il transmettrait à sa capitale.

11.5 Le Comité a pris note des déclarations.

12. États-Unis – Travaux préparatoires en rapport avec le paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine

12.1 Le représentant des États-Unis a dit qu'il s'agissait d'une question que la plupart des Comités de l'OMC devaient traiter. Dans le cadre du Protocole d'accession de la Chine, une disposition prévoyait qu'un mécanisme d'examen transitoire serait mis en place par le biais des Comités. Chaque Comité serait responsable des produits relevant de sa compétence. Il fallait régler certaines questions concernant la manière dont cet examen transitoire serait effectué au Comité de l'accès aux marchés. En particulier, la délégation des États-Unis souhaitait savoir quand elle pourrait obtenir les renseignements requis, spécifiés dans le Protocole, prévoyant un délai pour échanger par écrit des questions et des réponses avant la réunion. Son objectif principal était de disposer d'assez de temps pour recevoir des renseignements et des réponses aux questions, afin d'être suffisamment préparée pour la réunion. Elle avait proposé une formule en 90, 60 et 30 jours, selon laquelle la notification serait communiquée par la Chine 90 jours avant la réunion pendant laquelle l'examen aurait lieu, les questions seraient posées à la Chine 60 jours avant cette réunion, et la Chine répondrait à ces questions 30 jours avant la réunion si bien qu'il y aurait assez de temps pour la préparation finale de la réunion elle-même. La délégation des États-Unis cherchait à faire en sorte que les pratiques en usage à l'OMC pour des notifications et des échanges similaires s'appliquent à la procédure en question et que l'on parvienne à un accord sur l'application d'une telle procédure courante. Elle estimait

également que l'élaboration de ces directives devrait laisser assez de temps pour permettre la traduction dans toutes les langues officielles de l'OMC et la distribution par le Secrétariat des notifications présentées. Il serait également utile d'examiner comment le Comité traiterait les questions auxquelles la Chine ne pouvait pas répondre à cette réunion. L'intervenant a indiqué que le Comité devrait examiner la mise en œuvre effectuée par la Chine suffisamment longtemps avant la réunion que tiendrait le Conseil du commerce des marchandises en novembre, afin de permettre la distribution du rapport établi par le Comité et sa communication ultérieure au Conseil du commerce des marchandises conformément à la pratique courante. La délégation des États-Unis accueillait avec satisfaction la possibilité de collaborer de manière formelle et informelle avec la Chine et d'autres Membres pour que ces détails puissent être réglés avant la réunion suivante, et elle demandait donc au Président de tenir des consultations informelles.

12.2 Le représentant de la Chine a fait savoir qu'en tant que nouveau Membre de l'OMC, son pays prenait très au sérieux sa qualité de Membre et était prêt à respecter ses obligations découlant du paragraphe 18 de son Protocole d'accession. La Chine avait déployé de grands efforts pour préparer l'examen transitoire. Grâce à la compréhension et au soutien de ses partenaires commerciaux, elle était déterminée à faire de son mieux pour essayer de surmonter les difficultés pratiques en la matière. Toutefois, en ce qui concernait l'examen transitoire, elle n'avait pas plus d'obligations que celles qui étaient stipulées au paragraphe 18 et rejetterait toute suggestion consistant à les renforcer et à accroître les obligations auxquelles elle était soumise en termes de délais ou de procédures spécifiques, ou quoi que ce soit d'autre. Comme le paragraphe 18 contenait déjà des directives importantes concernant la fréquence, la procédure, la portée et le contenu de l'examen transitoire, il n'était pas approprié qu'un organe subsidiaire quelconque de l'OMC tente de renégocier ou de redéfinir les termes de cet examen, tels qu'ils étaient énoncés dans ledit paragraphe. Conformément au paragraphe 18, les organes subsidiaires de l'OMC dont le mandat couvrait les engagements de la Chine pouvaient effectuer l'examen transitoire une fois par an. La Chine estimait que cet examen pourrait en principe avoir lieu à la dernière réunion ordinaire que tiendrait chaque organe subsidiaire concerné dans l'année. Une fois que l'on aurait choisi une réunion ordinaire spécifique et fixé la date à laquelle l'examen transitoire serait inscrit à l'ordre du jour de cette réunion, le Secrétariat de l'OMC informerait la Chine dès que possible de la date de cette réunion, pour qu'elle puisse effectuer les préparations nécessaires. Afin de faciliter le processus de l'examen transitoire, les Membres étaient encouragés à poser à la Chine, bien avant l'examen, les questions pertinentes qui les préoccupaient, et la Chine était prête à faire de son mieux pour y répondre conformément au paragraphe 18. Par ailleurs, au titre de ce même paragraphe, la Chine avait aussi le droit de poser des questions et de faire part de ses préoccupations à d'autres Membres qui maintenaient des interdictions, des restrictions quantitatives et d'autres mesures allant à l'encontre des importations en provenance de Chine de manière incompatible avec les règles de l'OMC et leurs engagements relatifs à l'accession de la Chine. Grâce à cet échange de vues et à ce dialogue, on espérait parvenir à une meilleure entente entre les Membres de l'OMC quant à la manière d'améliorer la mise en œuvre entreprise par tous les Membres et de permettre un accroissement des échanges plus rapide et plus sain entre la Chine et les autres Membres de l'OMC. À cet égard, la Chine était prête à collaborer de façon très étroite avec le Comité de l'accès aux marchés et à contribuer de façon positive, autant que possible, à la réalisation des objectifs du Comité.

12.3 Le Président a proposé que l'examen transitoire, tel qu'il était prévu à l'article 18 du Protocole d'accession de la Chine, ait lieu à la réunion que le Comité tiendrait le 23 septembre 2002. Il a aussi proposé d'entreprendre dans l'intervalle des consultations informelles.

12.4 Le Comité a approuvé les propositions du Président.

13. Autres questions

a) Canada – Droits de douane variables de la Chine sur le papier journal

13.1 Le représentant du Canada a fait part des préoccupations de sa délégation au sujet des droits de douane variables de la Chine sur le papier journal. Le tarif douanier de la Chine pour 2002 prévoyait une formule compliquée pour calculer un taux de droit variable applicable au papier journal. Pendant les négociations sur son accession, la Chine s'était engagée à remplacer ce taux variable par un droit de douane *ad valorem* qui serait de 11 pour cent en 2002 et tomberait à 5 pour cent en 2006. Comme elle avait divisé cette position tarifaire du SH96 en trois positions tarifaires du SH2002, à savoir 84.01.0000, 84026110 et 84026910, son engagement était désormais élargi à ces trois positions tarifaires. Le Canada demandait que le taux de droit variable soit remplacé immédiatement par le droit de douane *ad valorem* qui était inscrit dans la Liste de la Chine concernant les marchandises.

13.2 Le Comité a pris note de la déclaration.

b) Date de la prochaine réunion

13.3 Le Comité a indiqué que la réunion suivante du Comité était prévue pour le 23 septembre 2002, sous réserve de confirmation.
